

SÉQUENCE CLIMATIQUE

Vincent Jacques le Seigneur
Directeur de la publication





Illustration de couverture,
crédit : Frank Peters/iStock

journal-photovoltaïque.org

**Abonnement de 1 an (5 n^{os}),
au Journal du Photovoltaïque (en € TTC) :**
France 89 €, Europe 99 €, Monde 109 €

Administration : Nathalie Bouhours
(tél. : 01 44 18 00 80)

Directeur commercial et publicité :
Jérôme Chabaudie (tél. : 01 44 18 73 47)

Directeur de la publication :
Vincent Jacques le Seigneur

Conseiller éditorial :
Vincent Boulanger

Rédacteur en chef adjoint :
Timothée Bongrain (tél. : 01 44 18 73 44)

Responsable des produits éditoriaux :
Romain David (tél. : 01 44 18 73 42)

Rédacteurs : Timothée Bongrain, Vincent Boulanger,
Julien Courtel, Adrien Fourmon, Géraldine Houot,
Mamadou Kane, Daniel Lincot, Raphaël Lévêque,
Alain Ottenheimer, Carole Rap, Aude Richard, Anne-
Sophie Perraudin, David Trebosc, Arnaud Wyatt.

Secrétaire de rédaction :
Muriel Fitoussi

Maquette – réalisation : Marie Agnès Guichard

Dépôt légal : 2^e trimestre 2017
ISSN : 2115-824X
Commission paritaire : 0418 G 93033



Éditeur : Observ'ER
Observatoire des énergies renouvelables
(Association régie par la loi de 1901)
Président : Vincent Jacques le Seigneur
146 rue de l'Université – 75007 Paris
Tél. : + 33 (0)1 44 18 00 80
www.energies-renouvelables.org



Imprimerie de Champagne
Z.I. Les Franchises – 52200 Langres



RECyclÉ
Papier
FSC® C101670



L'« étiquette » voulait qu'ils se serrent la main, et nul n'y aurait prêté attention – même si, dans les temps jadis, cela signifiait qu'on renonçait à saisir son épée. Mais, le 25 mai dernier, à Bruxelles, c'est à un rituel guerrier que nous avons assisté : Donald Trump broyant, pendant six longues secondes, les phalanges d'Emmanuel Macron. Et le jeune président français de ne pas flancher. Une joute symbolique, mais cruciale, alors que l'Américain s'apprêtait à engager son pays à sortir de l'accord de Paris sur le climat.

Le 1^{er} juin, après une semaine de suspense planétaire, la décision est tombée sans appel, mais non sans recours, tant parce que la voie pour sortir de cet accord international est semée d'embûches, qu'en raison de l'incroyable mobilisation hostile que le Président américain a ainsi suscitée de toutes parts, jusqu'au cœur des États-Unis d'Amérique où des villes, des États et de grandes firmes entendent contrer ce renoncement : « *Were are still in* »⁽¹⁾, ont-ils clamé.

Le président de la République a aussitôt repris la main, d'abord pour appeler l'hôte de la Maison-Blanche afin de le mettre en garde contre ce retrait – « *a mistake both for the US and for our planet* ». Pour, ensuite, inviter à une mobilisation encore plus large : « *À tous les scientifiques, ingénieurs, entrepreneurs, citoyens engagés que la décision du président des États-Unis a déçus, je veux dire ceci : vous trouverez dans la France une seconde patrie. (...) La vocation de la France est de mener ces combats qui impliquent l'humanité tout entière. (...) Sur le climat, il n'y a pas de plan B, car il n'y a pas de planète B* ».

Le 2 juin, l'ancien maire de New York Michael Bloomberg était à Paris, afin de lancer une coalition d'élus et de chefs d'entreprise pour tenir les engagements américains : « *peu importe ce que pense le président Trump* ». Reçu à l'Élysée en compagnie de la maire de Paris, Anne Hidalgo, le milliardaire américain et envoyé spécial du secrétaire général des Nations Unies (ONU) pour les villes et le changement climatique annonçait une aide financière de 15 millions de dollars et le lancement d'une vaste coalition d'acteurs non étatiques.

Le 3 juin, c'était au tour du premier ministre indien d'être reçu à l'Élysée. Non seulement Narendra Modi confirmait les engagements sur le climat pris par son pays, troisième pollueur mondial, mais il s'engageait à aller « *au-delà* » de cet accord, conclu en décembre 2015. Échange de bons procédés, Emmanuel Macron promettait qu'il se rendrait en Inde « *avant la fin de l'année* », pour « *le premier sommet de l'alliance mondiale solaire* », initiée par son prédécesseur, qu'il veut élargir à de « *nombreux autres pays* ».

Enfin, le 6 juin, le président français réunissait à l'Élysée une table ronde en présence de Nicolas Hulot, s'engageant à ce qu'une feuille de route sur la transition énergétique soit produite avant l'été. Au menu, des sujets cruciaux : la taxe sur les transactions financières, pour financer la transition énergétique en Europe et dans les pays du Sud, l'alignement de la fiscalité du diesel sur celle de l'essence, ou encore la « *contribution carbone* »...

Au sortir de cette réunion, les ONG étaient tout sourire mais se voulaient prudentes, à l'instar du Comité de liaison des énergies renouvelables (Cler) et de son nouveau directeur général, Benoît Hartmann : « *On va voir la feuille de route, mais il y a un président qui affiche la volonté d'accélérer, de marquer des ruptures* ». Tout est dans ces mots, et c'est bien là-dessus qu'il sera jugé.

1) 96 heures plus tard seulement, 125 villes, 9 États, 902 entreprises et investisseurs et 183 universités aux États-Unis lançaient cette initiative.